



La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 36

AVRIL 2006

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL 1

QUELLES STRATEGIES POUR
ACCELERER LA PRODUCTION DES
COMPTES NATIONAUX ?2

Nouvelles d'AFRISTAT 4

Activités de la Direction générale 5

Activités internationales..... 9

Echos des instituts nationaux de
statistique 9

Réunions, ateliers et séminaires 13

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 221 55 00
221 60 73
221 60 71
Fax (223) 221 11 40
E-mail
afristat@afristat.org
Site Internet
www.afristat.org

Nous sommes heureux et fiers de commémorer le 2 janvier 1996, date du démarrage effectif des activités d'AFRISTAT, de concert avec les Etats membres, les partenaires, le personnel d'AFRISTAT et tous ceux qui, de près ou de loin, œuvrent pour le développement de la statistique en Afrique à travers notre organisation.

Le 12 avril 2006 à Libreville (Gabon), lors de la 15^{ème} session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT, nous nous souviendrons de cette date, combien significative pour la coopération entre des pays africains dans le domaine de la statistique, consacrée aujourd'hui comme outil incontournable de bonne gestion, de bonne gouvernance et de démocratie. En somme, un outil de développement.

L'année 2006 est aussi celle du démarrage de la mise en œuvre du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 (PSTA) et la première année du Fonds AFRISTAT 2006-2015 qui finance le fonctionnement de l'organisation. Autant de symboles pour croire fermement au développement d'AFRISTAT et surtout de la statistique dans les Etats membres au cours des prochaines années. Nous attendons effectivement de la 15^{ème} session du Conseil des Ministres des décisions dont dépendra le renforcement des moyens d'intervention de l'organisation au regard des activités prévues au PSTA et des résultats attendus.

En ce début d'année, l'équipe d'AFRISTAT poursuit ses missions d'assistance technique auprès des administrations compétentes des Etats. Elle se consacre particulièrement aux systèmes d'information relatifs aux stratégies de réduction de la pauvreté et aux Objectifs du millénaire pour le développement, et à la rénovation des comptes nationaux. En ce qui concerne ce dernier domaine, en plus des appuis classiques, AFRISTAT a ouvert un nouveau chantier avec ses partenaires dont l'objectif principal est d'amener tous les Etats membres à rattraper les retards considérables enregistrés dans la publication des comptes nationaux.

Les autres actions du PSTA seront réalisées avec la même attention conformément à l'approche stratégique adoptée. Nous rendrons compte régulièrement au lecteur du chemin parcouru.

Par ailleurs, nous invitons nos lecteurs à consulter régulièrement notre site Internet www.afristat.org à travers lequel ils pourront obtenir des réponses aux questions qu'ils se posent sur AFRISTAT et sur d'autres sujets intéressant la statistique.

Martin BALEPA

Directeur Général d'AFRISTAT

QUELLES STRATEGIES POUR ACCELERER LA PRODUCTION DES COMPTES NATIONAUX ?

Par Gabriel Doffou N'Guessan, expert en comptabilité nationale

De 2001 à 2005, AFRISTAT a mis en œuvre le Programme Statistique Minimum Commun (PROSMIC) dont les objectifs comprenaient la disponibilité de comptes nationaux conformes au standard international, le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN 93), la publication régulière de versions provisoires, définitives et prévisionnelles de comptes et la mise en place d'équipes de comptables nationaux bien formés.

Aujourd'hui, malgré les efforts consentis par les Etats et les organisations régionales et sous régionales à travers plusieurs programmes d'assistance (PARSTAT, ECOSTAT, SGDD...) des retards dans la production de comptes s'accumulent dans la plupart des Etats. Ces retards sont en grande partie imputables à l'insuffisance de ressources humaines stables et à la disponibilité à temps des données de base.

Ce constat étant fait, il est maintenant important d'adopter une nouvelle stratégie qui intègre les deux éléments ci-dessus énoncés qui freinent la production régulière des comptes.

Dans le cadre de son programme stratégique de travail (PSTA), pour la période 2006-2010, en son volet III dont l'objectif principal est l'appui aux Etats membres pour le renforcement des capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données statistiques économiques de base et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques, AFRISTAT met l'accent sur l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires comme une réponse aux retards constatés, en se proposant d'apporter son appui aux Etats pour l'élaboration des méthodologies adaptées à chaque cas.

Le présent article retrace la stratégie de développement des comptes nationaux proposée par AFRISTAT tout en présentant un état des lieux.

Etat des lieux de l'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres

Les Etats membres d'AFRISTAT, se sont engagés au cours des six dernières années dans un processus de rénovation de leur système de comptabilité nationale pour passer du SCN68 au SCN93.

L'objectif pour ces Etats est de disposer d'une série suffisamment longue de comptes nationaux à jour respectant les standards internationaux pour satisfaire non seulement les besoins nationaux, mais aussi ceux des organisations sous-régionales et des partenaires au développement notamment des bailleurs de fonds au rang desquels le FMI, la Banque mondiale et la BAD. Ce besoin d'informations s'exprime sous la forme la plus complète, notam-

ment la disponibilité d'une série de comptes nationaux comprenant des comptes définitifs, provisoires et prévisionnels¹.

L'état des comptes économiques

et des retards dans l'élaboration des comptes nationaux. En effet, seuls le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont des années de comptes récents respectivement, 2003

et 2002. Dans les autres pays, les derniers comptes nationaux à jour datent en général de 2001.

En conséquence, la stratégie de rénovation des comptes nationaux à mettre en œuvre dans les Etats membres doit être redéfinie sous deux angles: le rattrapage des années de retard et la réalisation à

moyen terme des comptes provisoires.

Après six années d'application, le bilan est le suivant :

- Implantation du Système ERETES¹ dans 11 pays :
 - **Bénin**, deux années de comptes définitifs réalisées (**1999 et 2000**) ;
 - **Burkina Faso**, trois années de comptes définitifs réalisées (**1999, 2000, 2001**) ;
 - **Cameroun**, dix années de comptes définitifs réalisées (**de 1993 à 2003**) ;
 - **Cap Vert**, réalise actuellement son année de base (**2002**) ;
 - **Centrafrique**, dix années de comptes définitifs réalisées (**de 1988 à 1998**) ;
 - **Côte d'Ivoire**, sept années de comptes définitifs réalisées (**de 1996 à 2002**),
 - **Gabon**, une année de comptes réalisée (**2001**) et une année en cours (**2002**) ;
 - **Mali**, trois années de comptes définitifs réalisées (**1997, 1998, 1999**),
 - **Mauritanie**, trois années de comptes réalisées (de 1998 à 2000) et une année en cours (2001)
 - **Niger**, une année de comptes définitifs réalisée (2000) et une année en cours de finition (**2001**) ;
 - **Togo**, une année de comptes réalisée (**2000**).
- 1 pays (**le Sénégal**) a réalisé ses comptes sans le système ERETES; ses derniers comptes définitifs portent sur l'année **2001**.
- 4 pays souhaitent utiliser le système ERETES comme outil de rénovation de leurs comptes nationaux (**Congo Brazzaville, Guinée, Guinée Equatoriale, Tchad**).
- 2 pays n'ont pas encore intégré le système ERETES comme outils de rénovation des comptes nationaux (**Comores, Guinée Bissau**).

ment la zone AFRISTAT montre à la fois une grande hétérogénéité

¹ Les comptes définitifs et non définitifs couvrent les années n-2 et antérieures alors qu'on se trouve en année n. Les comptes provisoires concernent l'année n-1 et les comptes prévisionnels l'année n.

Rattrapage des années de retard dans la production des comptes

Pour rattraper les retards dans la production des comptes nationaux, les stratégies envisageables sont les suivantes:

(i) Réduire le niveau de détail des nomenclatures (activités et produits). C'est l'hypothèse proposée par l'outil ERETES de création des bases non définitives². Mais il implique que la totalité de la série ne sera disponible qu'à ce niveau réduit, ou que l'on revienne sur ces comptes lorsque le retard aura été résorbé, pour les éclater au niveau des nomenclatures détaillées initialement prévues.

Cette option est surtout préconisée pour les pays ayant suffisamment d'informations statistiques sur l'année de comptes, dont les ressources humaines sont insuffisantes mais ayant cependant une bonne maîtrise de la comptabilité nationale et du système ERETES.

(ii) Ne pas élaborer une ou plusieurs années intermédiaires, et passer immédiatement à la dernière année pour laquelle une information suffisante est disponible. Dans le cas de la Mauritanie par exemple, cela consisterait à ne pas élaborer les comptes des années 2002 et 2003, pour passer directement à l'année 2004. On pourrait par la suite faire une « interpolation » des années travaillées pour reconstituer les années manquantes et disposer ainsi d'une série complète.

Cette option est souhaitable pour les pays ne disposant pas de ressources humaines suffisantes travaillant sur les comptes nationaux et dont l'équipe n'est pas apte à produire une année de comptes en moins d'une année.

(iii) Réaliser les travaux avec des outils plus légers par exemple l'utilisation d'un modèle de type « TABLO ».

Cette option est recommandée pour les pays où la disponibilité des informations fait défaut et où l'équipe travaillant sur les comptes nationaux est non seulement très restreinte mais également peu qualifiée en comptabilité nationale.

Ces différentes propositions seront très bientôt soumises à la discussion avec les Etats lors du séminaire qu'AFRISTAT compte organiser sur cette question et qui devra déboucher sur des orientations concrètes.

Quelle que soit la proposition retenue, il est important de faire une analyse de l'environnement et de la structure économiques du pays: branches principales, analyse historique de la série disponible du point de vue de la stabilité des coefficients techniques tout en mettant en évidence les points forts et les points faibles au niveau des sources utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux.

Réalisation des comptes nationaux provisoires

Pour AFRISTAT, la réalisation des comptes non définitifs et provisoires dans les Etats membres est d'une importance capitale.

• Pourquoi les comptes provisoires ?

Les méthodes d'élaboration des comptes définitifs supposent que les statistiques du pays sont connues dans leur totalité. Or, deux et même trois années peuvent s'écouler avant que l'ensemble des données ne soit disponible. C'est pourquoi la réalisation des comptes d'une année de base constitue une opération lourde. Pour cet exercice, on souhaite disposer de l'ensemble des sources. Et, il en sera de même pour les comptes en année courante, dont on entreprend la construction qu'une fois disponibles toutes les sources statistiques qu'on peut espérer. Dans ces conditions la série des comptes nationaux restera confinée à un passé déjà lointain, et ne pourra pas éclairer l'histoire économique récente du pays. A fortiori, elle ne pourra servir à la prise de décision du pouvoir politique ni permettre une prévision de l'avenir économique.

Pour donner aux comptes nationaux tout le poids qu'on peut en attendre, il est donc nécessaire de leur faire rejoindre le présent, c'est-à-dire de construire les comptes des années les plus récentes, de telle sorte que les prévisionnistes puissent en prolonger la série sur le présent et le proche avenir. Mais ceci suppose une transformation assez profonde de

l'état d'esprit du comptable national, qui doit quitter la « terre ferme », celle d'une information statistique solide, et s'engager dans l'incertain des hypothèses économiques que quelques données partielles lui permettent de formuler.

• Quel calendrier de travail se fixer ?

Les comptes provisoires de l'année **n-1** doivent être construits pendant l'année **n** avec les informations dont on dispose. Auparavant les comptes des années **n-2** et antérieures doivent être consolidés afin de servir de référence pour les autres comptes à construire. Il est souhaitable de tenir compte avant tout des moments forts du calendrier politique dans le pays: session parlementaire consacrée aux travaux budgétaires ou tout autre événement qui mette en avant l'actualité économique.

En conséquence la publication des comptes nationaux s'inscrirait dans un calendrier formel obligeant ainsi les INS à produire les comptes à bonne date. Pour les travaux d'élaboration des comptes provisoires, nous pensons qu'il est mieux de commencer les travaux dès le début du deuxième trimestre, c'est à dire au cours du mois d'avril³ de l'année **n**.

Quant aux comptes prévisionnels, les travaux sont prévus pour commencer au début du troisième trimestre. A ce moment, existent d'une part, des sources statistiques concernant au moins le premier trimestre de l'année en cours (enquête trimestrielle sur la production industrielle, indice mensuel des prix à la consommation, etc.) et d'autre part, des indicateurs de tendance de l'économie (environnement socio-politique, conjoncture nationale et internationale, état d'exécution du budget de l'Etat, ...), toutes choses nécessaires à la prévision.

Quelques principes

La démarche générale du travail est la même que celle suivie pour des comptes définitifs en année courante: s'appuyant sur les comptes déjà construits de l'année **n-2**, on élabore les différents ta-

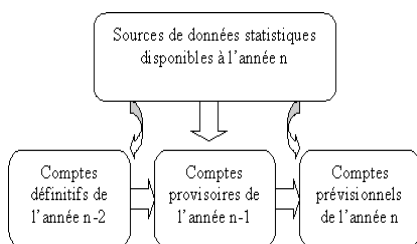
² Pour les pays ayant adopté ERETES

³ Les travaux de collecte et de saisie des données sont réalisés auparavant et de façon continue selon leur apparition

bleaux du système en procédant à chaque fois aux arbitrages que leur équilibre nécessite. Mais au lieu de s'appuyer sur des données connues de manière exhaustive, l'ensemble de la démarche fait appel à des indicateurs d'évolution par lesquels on passe des agrégats de l'année **n-2** à ceux de l'année **n-1**.

Cependant, il faut se souvenir que les comptes de l'année **n-2** sont encore eux-mêmes dans un état provisoire, d'où la nécessité, quand on veut des comptes à jour, de reprendre à plusieurs reprises les comptes de chaque année passée.

Ainsi, à l'année **n**, les comptes de l'année **n-2** sont consolidés pour obtenir des comptes définitifs ou semi-définitifs qui vont servir d'appui pour la réalisation des comptes provisoires de l'année **n-1** et des comptes prévisionnels.



Risques et limites de la stratégie

Elaborer les comptes non définitifs ou provisoires est une alternative au retard dans la disponibilité et la publication des données macro-économiques. Mais cela ne doit pas se substituer à la production des comptes définitifs.

En effet, la production des comptes nationaux provisoires fait appel à des données plus ou moins partielles ou à des indicateurs conjoncturels. Ces données permettent d'avoir une vue plus actuelle et rapide de la situation afin de permettre des prises de décisions plus conformes aux impératifs économiques du moment.

En s'orientant dans la production des comptes nationaux provisoires sur une longue période, on perd la consistance de la structure économique après plusieurs années de travail. Les indicateurs élaborés dans ce cas ne reflètent plus la réalité et ne permettent plus d'avoir de bonnes prévisions macroéconomiques. Ce qui met toujours en avant l'importance de la réalisation des comptes définitifs (utilisant des sources de données réelles) malgré leur lourdeur. Car, les comptes définitifs

sont les seuls à donner une image plus réaliste de la situation économique.

Afin de minimiser ce risque, il est important que les services des comptes nationaux puissent être suffisamment étoffés en personnel. Cela permettra de mettre en place au moins deux équipes travaillant chacune respectivement sur les comptes définitifs et sur les comptes provisoires.

Finalement, en optant pour la réalisation des comptes non définitifs et provisoires dans son programme stratégique de travail pour l'année 2006 et les années futures, AFRISTAT veut donner un élan à la production des comptes nationaux dans ses Etats membres. Ce vaste chantier permettra aux Etats de disposer non seulement des comptes nationaux fiables, à jour et répondant aux principes du SCN93 mais aussi de répondre à la demande d'information économique de plus en plus pressante de la part des partenaires techniques et financiers.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

◆ Dr Elie Justin Ouédraogo, Administrateur de l'Institut de formation et de recherche démographiques a effectué une visite de travail auprès d'AFRISTAT du 14 au

16 mars 2006. Il a eu un entretien avec le Directeur Général d'AFRISTAT et a rencontré le personnel expert. Cette visite a permis des échanges fructueux entre

les deux institutions. Il était accompagné du Dr Emmanuel NGWE, Expert démographe et chargé de cours à l'IFORD.

Stages

◆ Depuis le 1er février 2006, AFRISTAT accueille M. Zakaria Keita, étudiant à l'Ecole nationale d'administration publique de Montréal, option « administration publique, concentration et évaluation de programmes ». Ce stage a pour thème « Pratiques d'évaluation d'impact des politiques, program-

mes et projets de développement économique et social : cas des DRSP et OMD ».

◆ Inscrit en DESS de gestion de la politique économique, M. Christophe Sirima, auditeur du Programme GPE-Abidjan a débuté un stage à AFRISTAT pour une durée

de trois mois à compter du 6 mars 2006 Le thème du stage est « les statistiques de l'éducation pour le suivi et évaluation des politiques de l'éducation ».

Au cours du trimestre sous revue, la Direction générale a, dans le cadre de la mise en œuvre du PSTA, poursuivi ses appuis aux Etats pour la mise en place des systèmes d'information et de base de données pour le suivi des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et pour l'amélioration de la production statistique. Elle s'est attelée à la préparation des réunions statutaires d'avril 2006 et à la sensibilisation des Etats membres pour la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT. Elle a, par ailleurs, contribué à l'organisation et à la tenue de la table ronde technique sur le programme mondial de recensement de l'Agriculture 2010.

Mise en place de systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD

Dans le cadre du programme de suivi régional des DSRP et des OMD, la Direction générale a entrepris avec les pays la réalisation de l'étude bilan-diagnostic des observatoires de la pauvreté et a poursuivi ses appuis techniques spécifiques aux Etats.

◆ Dans le but de disposer d'éléments techniques appropriés pouvant aider les gouvernements à mettre en place un cadre institutionnel cohérent et opérationnel nécessaire à un mécanisme de suivi et évaluation des DSRP et des OMD efficace et durable, AFRISTAT réalise une étude bilan-diagnostic sur les observatoires de la pauvreté en relation avec les autres institutions impliquées dans le processus de suivi et évaluation des DSRP et des OMD. Cette étude accorde un intérêt particulier aux objectifs assignés à ces institutions, à leur implantation institutionnelle et aux conditions de leur pérennisation. Cinq pays sont concernés dans un premier temps : Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Rwanda.

Cette étude est déjà lancée au Bénin, au Burkina, au Mali et en Mauritanie.

◆ Des appuis techniques ont été apportés au Burundi et au Togo.

Au **Burundi**, l'objectif était de contribuer, en collaboration avec l'équipe locale, à la rédaction du « cadre institutionnel et du mécanisme de mise en œuvre et de suivi du CSLP-complet ».

De façon spécifique, l'appui visait à (i) analyser la pertinence des indicateurs de suivi et évaluation déjà ciblés et proposer d'autres le cas échéant pour chaque axe prioritaire du CSLP-Complet, (ii) discuter avec l'équipe du CSLP du cadre institutionnel de suivi et évaluation à mettre en

place, (iii) analyser le cadre institutionnel du CSLP-Complet, (iv) faire un état des lieux des enquêtes déjà réalisées ou en cours et analyser l'agencement des activités de production des informations nécessaires pour le suivi des programmes du CSLP, (v) appuyer dans la budgétisation des coûts

des programmes du CSLP, en particulier ceux en rapport avec le suivi et évaluation.

Les résultats obtenus de cette assistance technique sont (i) le document sur les orientations pour le suivi et évaluation de CSLP-Complet est élaboré, (ii) la liste d'indicateurs est établie et les sources de données identifiées (iii) les types d'opérations pour la production des indicateurs sont définis.

Au **Togo**, l'objectif était d'appuyer les services compétents du Togo dans l'organisation et l'animation de l'atelier national d'adaptation du Cadre de référence et du support méthodologique minimum commun (CRESMIC) pour la conception et la mise en place d'un système d'information pour le suivi des DSRP et des OMD proposé par AFRISTAT.

Développement de bases de données

Dans le cadre du don de la Banque mondiale pour la mise en place des outils de suivi et évaluation de la pauvreté, la Direction générale a organisé un séminaire de formation à l'administration de bases de données et a poursuivi des appuis au Cameroun et procédé au lancement du n°1 du Bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT.

◆ Le séminaire de formation à l'administration des bases de données, s'est tenu à Bamako du 9 au 20 janvier 2006, au siège d'AFRISTAT. Il a réuni trois représentants de chaque pays pilote du programme IDF, à savoir le Cameroun, le Gabon et la Mauritanie ainsi que deux représentants de la Guinée qui bénéficie d'un programme similaire financé par la Banque mondiale à travers le Secrétariat Permanent des Stratégies de Réduction de la Pauvreté.

Les délégations de chaque pays comportaient à la fois des statisticiens et des informaticiens.

◆ Du 27 février au 03 mars 2006, une mission d'assistance technique d'AFRISTAT s'est rendue à Yaoundé auprès de l'Institut National de la Statistique du Cameroun. Cette mission a permis de mettre en place un système automatisé de publication des données statistiques stockées dans la base de données socio-économiques (CAMLDB, une

adaptation de la 2gLDB). A l'issue de la mission, une première version de publication légère a été produite.

◆ Le numéro 1 du Bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA) a été finalisé en prenant en compte les observations reçues suite à la diffusion restreinte du numéro 0. Il a été diffusé en format électronique et est disponible sur le site Internet www.afristat.org.

Mise en place de systèmes d'information du marché du travail

Dans le cadre du partenariat entre l'ACBF et AFRISTAT, la Direction générale a appuyé les pays bénéficiaires (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie) pour la production des données sur le marché du travail, la mise en ligne d'une page web sur le site Internet d'AFRISTAT et a organisé la quatrième réunion du Comité régional de pilotage du projet (CRPP).

◆ S'agissant de la production des données sur le marché du travail, on relèvera (i) au Cameroun, la

publication des résultats provisoires de la phase 1 (Emploi) de l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ESSI) et la réalisation de l'apurement des fichiers de la phase 2 (Secteur informel) ; (ii) au Nigeria, la publication des résultats de quatre études importantes dont une enquête nationale sur l'emploi couvrant les milieux urbain et rural de l'ensemble des Etats de la fédération ; (iii) en Ouganda, la publication de la première analyse situationnelle annuelle du marché du travail et (iv) en Zambie, la fin des

travaux de terrain de l'Enquête nationale sur l'emploi et le lancement du traitement des données.

◆ Au cours de la quatrième réunion du Comité régional de pilotage du projet (CRPP), les 13 et 14 mars 2006 à Bamako, il a été approuvé et adopté: (i) le rapport de la troisième réunion tenue les 12 et 13 janvier 2005 à Yaoundé Cameroun, (ii) le rapport d'activités 2005 et (iii) le programme de travail et le budget 2006.

Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique)

◆ Les activités du programme se sont poursuivies dans les pays malgré quelques difficultés liées aux décaissements. Il s'agit notamment de la collecte des prix des produits re-

tenus dans le cadre du PCI ainsi que des produits pharmaceutiques.

◆ Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles, la BAD a pré-

vu d'allouer des dotations budgétaires supplémentaires aux pays afin de leur permettre de réaliser des stratégies nationales de développement statistique, notamment.

Elaboration des comptes provisoires et non définitifs

Après le premier séminaire organisé à Bamako en septembre 2005, AFRISTAT poursuit avec ses partenaires, notamment l'INSEE, la mise en œuvre du projet pilote d'élaboration des comptes non définitifs et provisoires dans ses Etats membres.

C'est dans ce cadre que, M. Christian Girier, expert en macro-économie et de M. Gabriel Doffou N'guessan, expert en comptabilité nationale, ont séjourné à Paris du 11 au 19 mars auprès de l'INSEE. Cette mission avait pour objectif de proposer un contenu aux différentes méthodes d'allègement examinées lors des travaux de Bamako.

Il a été retenu de réaliser des missions dans les pays pilotes ; elles débuteront courant avril 2006 et

déboucheront sur un séminaire en juin 2006 en vue de prendre en compte les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet pilote

Une méthodologie d'allègement des comptes, avec des variantes, sera expérimentée dans chacun des pays sélectionnés.

• Au Burkina Faso, pays pilote, ayant réalisé des comptes définitifs de 1999 à 2001, la méthode préconisée est le rattrapage des trois années de retards (2002, 2003, 2004) en 18 mois avec une nomenclature réduite à 17 branches et l'utilisation d'un échantillon des données des entreprises.

• Au Cameroun, pays pilote, à jour dans la production de ses comptes définitifs (2004 élabo-

rés), la méthode préconisée est la réalisation des comptes provisoires de 2005 avec une nomenclature réduite et l'utilisation de plusieurs indicateurs d'estimation de la production.

• Il s'agira d'expérimenter pour la Guinée la méthode qui consiste à partir des mêmes données utilisées par les comptables pour leurs comptes nationaux définitifs et d'appliquer ERETES dans cet environnement sans grand changement.

• Au Mali : il est proposé d'expérimenter la méthode du « saut d'années » car le Mali vient seulement de réaliser les comptes définitifs de 1997 - 1999. Le retard accumulé est de 5 années de comptes (2000, 2001, 2002, 2003, 2004).

Autres activités de la Direction générale

◆ La Direction générale s'est attelée à la préparation des dossiers de la treizième réunion du Comité de direction et de la quinzième session du Conseil des Ministres et la célébration du 10^{ème} anniversaire du démarrage des activités d'AFRISTAT. Les principaux dossiers avaient trait aux questions budgétaires de l'exercice 2005, au rapport d'activités 2005 et à la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015.

Concernant la préparation des dossiers relatifs à l'organisation des réunions, le Directeur Général s'est rendu à N'Djamena (Tchad) où il a rendu compte au Président du conseil des ministres d'AFRISTAT, de l'état d'avancement de la préparation de la 15^{ème} réunion dudit Conseil. Il s'est également rendu à Libreville du 22 au 25 janvier 2006 pour la prépara-

tion de la célébration du 10^{ème} anniversaire.

Pour la préparation des dossiers relatifs au financement des activités d'AFRISTAT pour la période 2006-2015, le Directeur Général a effectué une visite de travail les 23 et 24 février 2006, à Ouagadougou auprès des ministères de l'Economie et du Développement et des Finances. Le Directeur Général Adjoint, quant à lui, s'est rendu successivement à Niamey, à Cotonou, à Lomé, à Bissau et à Dakar.

◆ Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT, la Direction générale a instauré des missions annuelles de programmation stratégique afin d'accroître l'efficacité des interventions d'AFRISTAT au profit de ses Etats membres notamment par l'élaboration des programmes annuels opérationnels des experts prenant

en compte les besoins des SSN en assistance technique. Ainsi, des missions ont été réalisées au Bénin, au Gabon, en Guinée, et au Tchad.

◆ La FAO et AFRISTAT ont organisé en collaboration une table ronde technique sur le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture 2010 à Bamako du 20 au 24 mars 2006. Cette table ronde a eu pour objectif d'aider les participants à acquérir une connaissance approfondie de la nouvelle stratégie et de l'approche modulaire pour la collecte des données dans les recensements de l'agriculture préconisées par la FAO. Le séminaire a été animé conjointement par les experts d'AFRISTAT et de la Division de la statistique de la FAO. Quatorze pays francophones d'Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest y ont pris part.

Activités du centre de recherche appliquée d'AFRISTAT

◆ Pour accroître les missions d'AFRISTAT en matière d'analyse, de valorisation des informations statistiques et de formation des personnels des INS, des Écoles de statistiques, d'économie et de démographie, le CERA (Centre de recherche appliquée d'AFRISTAT) a lancé un appel à proposition de recherches appliquées, accompagné d'un guide de présentation des projets. Le CERA organisera les propositions par équipe de recherche autant qu'il est possible pour faciliter le financement, éviter les redondances et favoriser les complémentarités et les collaborations. Les projets devront nécessairement traiter des données collectées dans les états membres et proposer une démarche méthodologique originale, avec pour objectif

avec pour objectif l'amélioration et/ou l'harmonisation des procédures statistiques adoptées par les États membres. Le CERA encouragera les projets de recherche conformes au Programme stratégique de travail d'AFRISTAT.

La publication d'articles dans des revues spécialisées (notamment STATEC) sera encouragée.

◆ Suite à la dissémination des résultats des enquêtes préliminaires INIPSA (Impact du soutien nutritionnel intégré pour les patients sous traitement antirétroviral) menées fin 2005 (voir LLA N°35), un séminaire international a été organisé par le PAM et le Ministère français des affaires

étrangères à Paris le 18 janvier 2006, afin de présenter le projet d'intervention et son évaluation aux différentes agences internationales et nationales concernées, notamment l'ONUSIDA, l'OMS, Médecins sans frontières, Sidaaction, Esther, etc.

Le projet, qui constitue pour le CERA un programme pilote d'évaluation d'impact des politiques publiques, a également été présenté de manière détaillée par des membres de l'équipe à l'OMS et au BIT à Genève (27 février), ainsi qu'au Bénin à l'ensemble des intervenants (14-16 février). Les financements pour l'intervention nutritionnelle et pour les activités génératrices de revenus (AGR) sont pratiquement acquis au Bénin et au

Mali, et les négociations sont en cours pour l'intervention au Burundi. Pour sa composante évaluation, le projet a été soumis à l'ANRS (Agence nationale de recherche contre le Sida - France) conjointement par DIAL et les équipes du Bénin et du Mali. Un financement de la Banque Mondiale pour l'évaluation d'impact est

également espéré pour l'ensemble des trois pays (mission prévue en fin avril). Les activités démarreront au mois d'avril 2006 d'abord au Bénin, avec la formation en éducation nutritionnelle et le diagnostic initial (notamment des AGR), avec l'appui de la Coopération française et du Fonds Global de lutte contre le

Sida. Les activités dans les autres pays devraient suivre aux mois de mai et juin 2006. Le recrutement des cohortes de patients sous traitement se fera entre juillet et octobre 2006. Les premiers résultats sur l'impact de l'intervention sont attendus mi-2007 et les résultats définitifs en fin 2007.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Bénin

Un expert en comptabilité nationale a effectué à Cotonou (Bénin), du 6 au 15 février 2006 une mission d'appui technique sur les comptes nationaux. Au cours de la mission, les derniers tableaux (tableaux des comptes économiques intégré) des comptes définitifs de l'année 2000 ont été achevés ; une nomenclature réduite (produits, activités) a été élaborée dans la perspective des travaux de rattrapage des années de retards.

Burundi

Un expert en statistiques sociales a effectué, du 18 au 27 janvier 2006, une mission auprès de l'Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi. Cette mission avait pour objectif de lancer les opérations de terrain pour les phases 1 et 2 de l'enquête 1-2-3 sur Bujumbura, financée par la Coopération Française dans le cadre du projet PARAFE. Elle a permis de finaliser la formation/sélection des enquêteurs, de mettre en œuvre le plan de sensibilisation des responsables de quartiers et d'exploiter le dénombrement des zones échantillonnées. Par ailleurs, l'expert a appuyé le consultant informaticien, dont la mission simultanée consistait à finaliser les outils informatiques, parmi lesquels la saisie/validation des questionnaires des phases 1 et 2.

Cameroun

Un expert en statistiques sociales a effectué une mission auprès de l'INS du Cameroun du 13 au 24 février 2006 dans le cadre de l'appui d'AFRISTAT aux travaux de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (EESI). Au cours de cette mission, l'expert a participé à l'atelier de traitement et de rédaction du rapport sur les premiers résultats de la phase 2 et a apporté son appui à l'élaboration du plan du rapport méthodologique de l'enquête.

Congo

Un expert en enquêtes auprès des ménages et un expert en analyse de la pauvreté ont effectué à Brazzaville puis à Dolisie en République du Congo, du 14 au 28 janvier 2006, une mission d'appui technique à l'enquête congolaise auprès des ménages (ECOM) réalisée en 2005. La mission a permis de traiter les données de l'enquête, d'analyser les résultats et de produire le profil de pauvreté du pays. Un atelier de validation du rapport d'analyse aura lieu au cours du premier trimestre 2006.

République Démocratique du Congo

◆ Un expert en enquêtes auprès des ménages a effectué du 24 février au 11 mars 2006, une mission d'apurement et de traitement des données de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa, notamment les phases 1 et 3 relatives à la mesure de l'emploi et du chômage et à la consommation des ménages, en vue de l'élaboration d'un profil de pauvreté pour la RDC. Cette mission a été réalisée en commun avec un expert informaticien de l'Institut national de la statistique du Cameroun.

◆ Un expert en analyse de la pauvreté a effectué du 4 au 18 mars 2006, une mission d'assistance technique à Kinshasa. Il a participé à l'élaboration du profil de pauvreté de la RDC dans une équipe pluri-institutionnelle (AFRISTAT, Banque Mondiale, DIAL et l'Unité de Pilotage du Processus d'Elaboration et de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté en RDC).

◆ M. Martin Balépa, Directeur Général, s'est rendu du 27 janvier au 3 février 2006 à Durban (Afrique du Sud) pour prendre part à la réunion sur la série des recensement 2010.

◆ Il a ensuite participé à la deuxième réunion du FASDEV qui a été co-organisée par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le groupe de la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale et PARIS21 (Partenariat en statistique pour le développement au 21^{ème} siècle) à Addis Abéba (Ethiopie) du 7 au 15 février 2006.

◆ M. Martin Balépa s'est rendu successivement à Paris et à New York du 27 février au 11 mars 2006. A Paris, accompagné de M. Eloi Ouédraogo, Coordonnateur du Département des statistiques sociales et des stratégies de réduction de la pauvreté, il pris part, les 2 et 3 mars 2006, à un atelier sur la démographie, la santé de la reproduction et la croissance durable en Afrique, co-organisé par l'AFD, le DFID, l'ONG Equilibre & Population et la Fondation Hewlett. Il s'est également entretenu avec nos interlocuteurs au ministère français de la Coopération et à DIAL. A New York, il a participé à la 37^{ème} session de la Commission

statistique des Nations unies du 7 au 10 mars 2006.

◆ M. Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste a pris part, les 22 et 23 février 2006 à Douala (Cameroun) à la deuxième réunion du Groupe de Travail Privatisation mis en place par le Conseil des Ministres de la Zone franc en avril 2005. Les discussions ont permis de dresser le bilan des privatisations dans les pays de la zone et de proposer une liste de recommandations qui devront permettre de relancer, sur une base renouvelée, le processus des reformes.

Echos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso

www.insd.bf

◆ Dans le cadre des préparatifs du prochain recensement général de la population prévu pour décembre 2006, une table ronde des bailleurs a eu lieu le 10 février 2006. Les agents cartographes dont la formation s'était déroulée du 2 au 17 octobre ont suivi une session de rappel au mois de février, l'activité de cartographie devant démarrer incessamment.

◆ Sous l'initiative de la Banque Mondiale, s'est tenu, du 16 janvier au 3 février, un atelier sous-régional sur le thème « traitement des données d'enquête auprès des ménages et agrégation des dépenses de consommation des ménages » dont l'organisation était coordonnée par l'INSD. Cet atelier a connu la participation du Burkina, du Niger et de la Guinée.

◆ Le premier trimestre de 2006 a marqué la reprise des opérations courantes : enquêtes trimestrielles

de l'indice de la production industrielle et de la conjoncture, l'actualisation du tableau de bord de l'économie (TBE). Pour permettre la reprise du TBE, un atelier s'est tenu du 23 au 25 janvier sur la conception d'une nouvelle maquette. La collecte pour l'édition de l'IPI du troisième trimestre 2005 s'est déroulée du 30 janvier au 17 février 2006 et celle de l'enquête trimestrielle de conjoncture est prévue pour commencer au mois de mars.

◆ Dans le cadre des travaux d'élaboration des comptes de 2002, la collecte des données de sources administratives a débuté le 9 février pour s'achever le 7 mars. L'INSD est dans la préparation de la publication des comptes de 1999 à 2001 et un atelier s'est tenu du 20 au 24 Mars 2006.

◆ Comme autres activités réalisées dans le premier trimestre 2006, on peut noter i) la formation des enquêteurs de l'enquête nationale sur le travail des enfants en janvier, ii) la formation des enquêteurs de l'enquête à indica-

teurs multiples en février et iii) la validation des données de l'enquête annuelle QUIBB 2005 en janvier et février.

Cameroun

www.statistics-cameroon.org

◆ Les résultats de la phase 1 (Emploi) sont disponibles depuis le mois de janvier 2006. Un atelier de rédaction du rapport principal de la phase 2 sur le secteur informel s'est tenu à Bandjoun du 13 au 19 février 2006. Tous ces résultats seront publiés lors d'un séminaire de présentation au cours du premier semestre.

◆ L'Enquête par grappes à Indicateurs Multiples (MICS 2006) qui est la deuxième du genre réalisée au Cameroun après celle de 2000 fait partie de la troisième génération des enquêtes MICS organisées par l'UNICEF. L'enquête pilote a été réalisée du 04 au 05 février 2006 et a permis de mettre à jour les outils de collecte. La formation des formateurs s'est étalée du 21 au 25 février 2006. La collecte des données va démar-

rer à la mi-mars et va durer près de 45 jours.

◆ L'Institut National de la Statistique s'est engagé depuis Octobre 2005 à élaborer un nouvel indice : l'Indice du Coût de la Construction (ICC). La première étape a consisté à définir les types de construction selon l'approche méthodologique adoptée. Dans les prochaines semaines, une concertation avec une équipe d'architectes et d'ingénieurs des travaux publics aboutira à l'élaboration de la liste des biens et services qui entrent dans la construction des bâtiments. C'est cette liste qui va permettre après une collecte de données sur les prix y relatifs, de connaître les pondérations des divers éléments constitutifs de cet indice.

◆ Une enquête dénommée "Scan-ICT" a été initiée par la CEA en vue de mesurer la pénétration, l'impact et l'efficacité des applications TIC à travers l'Afrique. Le Cameroun a été pressenti pour faire parti des sept pays retenus dans la phase II de cet important programme. Le Ministère des Postes et Télécommunications, Maître d'ouvrage a sollicité l'appui technique de l'Institut National de la Statistique.

L'opération de collecte qui s'est déroulée en Janvier 2006 a été faite auprès de 812 institutions 1624 ménages, des opérateurs de téléphonie fixe et mobile (03) et des fournisseurs d'accès Internet (12) ; soit au total 2451 unités enquêtées.

La rédaction du rapport principal d'analyse des résultats est en cours de finalisation.

◆ Suite à la participation de trois cadres de l'Institut National de la Statistique au séminaire de formation à l'administration des bases de données organisé par AFRISTAT en janvier dernier à Bamako et selon les recommandations formulées à cette occasion, les travaux de mise en place de la base de données socio-économiques du Cameroun (CAMLDB) se sont poursuivis avec l'apurement de la liste des indicateurs, la collecte et le chargement des données disponibles. Une mission d'un expert informaticien d'AFRISTAT du 27 février au 02 mars 2006 a permis de finaliser le paramétrage de la publication

intitulée « Cameroun en chiffres ». La principale activité qui reste à réalisée avant la mise en ligne de cette publication sur le site est la collecte de couverture auprès des sources de données des provinces.

Congo

www.cnsee.org

◆ Dans le cadre de l'enquête congolaise auprès des ménages, les activités réalisées au cours du premier trimestre 2006 se sont limitées à l'apurement du volet consommation, la sortie des premiers tableaux d'analyse, l'analyse du QUIBB et l'analyse provisoire du volet consommation.

◆ En ce qui concerne, l'Enquête démographique et de santé, l'activité s'est concentrée à l'apurement des questionnaires depuis le début du mois de mars 2006.

◆ Débutés en janvier 2006, les travaux préparatoires du Recensement général de la population et de l'habitat (**RGPH 2006**) se sont poursuivis par la cartographie censitaire dans les départements et dans les deux grandes villes : Brazzaville et Pointe-noire.

◆ Deux étapes importantes ont été réalisées dans l'élaboration et la publication de l'annuaire statistique 2004 et du BMS de Juin 2005 à savoir la Collecte des données dans tous les départements du 09 décembre 2005 au 20 janvier 2006 et la saisie des données du 14 février au 10 mars 2006.

Côte d'Ivoire

www.ins.ci

◆ La Côte d'Ivoire a entrepris la réalisation d'une nouvelle enquête sur le niveau de vie des ménages. La phase pilote de cette enquête s'est déroulée du 10 au 19 février 2006 dans le district d'Abidjan. Elle a couvert un échantillon de 1000 ménages. Les données collectées seront scannées à partir d'un lecteur optique. Une nouvelle ligne de pauvreté sera élaborée pour l'analyse des données issues de cette enquête pilote. Financée par la Banque mondiale et l'Etat de Côte d'Ivoire, l'enquête vise principalement à collecter des informations destinées à évaluer

la pauvreté et la vulnérabilité en période post crise d'une part, et à évaluer l'impact de la guerre sur les conditions de vie des ménages d'autre part.

◆ La saisie des données de l'Enquête sur les Indicateurs du Sida en Côte d'Ivoire (EISCI) est achevée depuis fin février 2006. L'encadrement technique a bénéficié de l'appui d'un expert de MACRO du 11 février au 04 mars 2006. Les tests de VIH ont commencé et devraient prendre fin au plus tard le 31 mars 2006. Ces tests permettront d'estimer la prévalence du VIH dans la population en âge de reproduction.

◆ Le rapport provisoire de l'enquête sur l'état de la gouvernance et le renforcement des capacités est achevé début mars 2006. Cette enquête qui s'est déroulée uniquement dans la ville d'Abidjan avait pour objectif principal de fournir des indicateurs permettant d'apprécier l'état de la gouvernance en Côte d'Ivoire. Elle devra, en particulier permettre de : (i) évaluer la perception générale que les citoyens ont de la gouvernance ; (ii) apprécier la qualité des administrations publiques ; (iii) définir les axes stratégiques majeures de la bonne gouvernance, engendrés par la crise socio-politique que traverse la Côte d'Ivoire depuis septembre 2002.

◆ Les travaux préparatoires de l'enquête sur les indicateurs multiples (MICS-3) ont commencé depuis septembre 2005 et se sont poursuivis au cours de ce premier trimestre 2006. La collecte prévue pour mars avril 2006 a été reportée en mai 2006 du fait de la non maîtrise des zones sous contrôle des Forces Nouvelles. Financée par l'UNICEF, cette enquête vise principalement à : (i) disposer de données récentes, pertinentes, désagrégées par sexe et par région en vue d'aider le gouvernement et les partenaires au développement à la planification de leurs interventions en faveur des populations en général et des enfants et des femmes en particulier ; (ii) évaluer les progrès accomplis à mi-parcours vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et pour un « Monde digne des Enfants » (MDE) ; (iii) renforcer le suivi du programme de coo-

pération entre la Côte d'Ivoire et l'UNICEF au niveau national et local et améliorer la programmation des actions futures ; (iv) renforcer les capacités nationales et institutionnelles et sensibiliser les populations et les décideurs sur les manifestations de la pauvreté des familles et des groupes vulnérables.

◆ Du 06 au 10 mars 2006, l'Institut National de la Statistique a organisé à l'hôtel IBIS Plateau, un atelier d'élaboration du document projet du Recensement Général de la Population et de l'Habitation 2008 (RGPH-2008). Une vingtaine de participants comprenant les Directeurs Régionaux, les Démographes et les cadres du Département de la démographie et des statistiques sociales ont pris part aux travaux. Cet atelier a été animé par un expert de l'Equipe d'Appui Technique (EAT) de l'UNFPA de Dakar.

Guinée

www.stat-guinee.org

Dans le cadre des préparatifs du 3^{ème} recensement général de la population et de l'habitat 2006, une mission de l'UNFPA a séjourné à Conakry une dizaine de jours à partir du 5 février 2006. Cette mission était composée de MM. Sow Boubacar, Conseiller Régional en collecte et analyse des données (chef de mission), Oumar Bokoum, Consultant en cartographie censitaire et Robert Declerc, consultant en Traitement de données. La mission a pris contact avec le bureau de l'UNFPA Guinée et a rendu visite à Monsieur le Ministre du Plan ainsi qu'à d'autres personnalités.

Diverses missions d'assistance technique ont séjourné en Guinée au cours de la période sous revue : (i) AFRITAC pour préparer l'appui technique au secteur réel du 15 au 25 février ; (ii) CEDEAO, du 27 février au 4 mars 2006 pour le suivi technique de logiciel EUROTRACE pour l'exploitation et l'édition des tableaux du commerce extérieure ; puis ; (iii) du 18 au 24 mars 2006 pour la collecte des données statistiques en vue de la mise en place d'une base de donnée (ECOMAC) pour l'union monétaire dans la zone CEDEAO.

Mali

www.dnsi.gov.ml

◆ La DNSI projette de réaliser une nouvelle enquête légère et intégrée auprès des ménages, dont le noyau sera constitué autour du QUIBB (questionnaire des indicateurs du bien être), avec des questions à « bulles » pour une lecture optique. Néanmoins, le dispositif pour 2006 s'est considérablement alourdi avec l'adjonction de trois modules supplémentaires portant sur : (i) les revenus et dépenses des ménages ; (ii) sur le crédit et l'épargne et (iii) sur la pauvreté subjective, la démocratie et la gouvernance. De plus, l'objectif étant de mesurer la pauvreté au niveau national, ceci supposera de relever les prix des biens et services pour le calcul des indices spatiaux de prix à la consommation.

◆ Une conférence portant sur le « Cadrage macroéconomique et budgétaire et stratégie de lutte contre la pauvreté » s'est tenue du 20 au 24 février 2006 à Bamako sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances, du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération allemande.

Ce séminaire international qui réunissait plus de 60 personnes dont des représentants du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Guinée, de la Mauritanie et du Sénégal, avait pour objectif de permettre aux participants de communiquer autour des points suivants : (i) les procédures et méthodologies d'élaboration des CSLP (cadre institutionnel, instruments techniques utilisés, difficultés rencontrées, etc..) ; (ii) les mécanismes de mise en œuvre et de suivi des CSLP (budgets-programmes, CDMT globaux et sectoriels, budget d'Etat, indicateurs de suivi, etc..) ; (iii) les recommandations en vue de capitaliser les expériences pertinentes dans la mise en œuvre des CSLP et du processus de leur suivi/évaluation et d'améliorer la cohérence du CSLP avec les CDMT sectoriels et le Budget d'Etat comme instrument de mise en œuvre des politiques de développement.

Niger

www.stat-niger.org

Au cours du 1^{ème} trimestre 2006, le processus de transformation de l'ancienne Direction de la statistique et des comptes nationaux en un Institut national de la statistique s'est poursuivi avec la nomination, intervenue en janvier 2006 des Directeurs et des Chefs de Division après celles du Directeur Général et du Secrétaire Général intervenues en août et septembre 2005. L'INS est organisé selon cinq Directions :

- La Direction de la Coordination et du Développement (DCDS) ;

- La Direction des Statistiques et des Etudes Economiques (DSEE) ;

- La Direction des Statistiques et des Etudes Démographiques et Sociales (DSEDS) ;

- La Direction des Enquêtes et Recensements (DER) ;

- La Direction Administrative et Financière (DAF).

En plus de ces Directions, il existe 2 services rattachés :

- le Centre de Formation et de Perfectionnement (CFP) ;

- la Division Informatique.

◆ L'annuaire statistique, édition 2005, portant sur les données de 2000 à 2004 et la version provisoire des Comptes Economiques de la Nation de l'année 2005 ont été publiés.

◆ La phase de collecte de la 3^{ème} Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger (EDSN – MICSIII 2006) a été lancée. L'objectif de cette enquête est de disposer des données statistiques sur la situation socio-démographique des femmes et des enfants du Niger afin de rendre compte des progrès accomplis vis-à-vis des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et d'autres engagements mondiaux et nationaux en matière de développement social.

Cette collecte devrait durer deux mois.

◆ L'atelier de validation de la Feuille de Route pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) s'est tenu le 1^{er} mars 2006. Cette feuille de route définit les actions à suivre pour concevoir une SNDS pour les cinq années à venir. Cet engagement vise à as-

soir la production statistique sur des bases durables dans le cadre de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et de la réalisation des OMD. Cette validation a été faite en présence des autorités politiques, des membres du Conseil National de la Statistique et de nombreuses personnes ressources du Système Statistique Nigérien.

◆ Du 27 février au 4 mars 2006 s'est tenu un Atelier sur « les mesures et le diagnostic de la pauvreté ». Cet atelier, financé par la Banque Mondiale vise le renforcement de capacité des cadres statisticiens nigériens.

Sénégal www.ansd.org

◆ Depuis le 29 mars 2006, M. Sogué Diarisso, précédemment Directeur de la prévision et de la statistique (DPS) est Directeur de la prévision et des études économiques. Il assure la présidence du Comité d'orientation de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (ANSD).

M. Babakar Fall, précédemment Chef de division à la DPS est nommé Directeur Général de l'ANSD.

◆ La Live Data Base (LDB) a été mise en ligne et l'accès est possible par intranet et par internet respectivement à <http://svrdps2> et www.ansd.finances.gouv.sn. Les utilisateurs peuvent consulter les informations et faire des extractions.

◆ Pour le volet comptabilité nationale du PCI-Afrique, les travaux ont démarré en février et se poursuivent.

La création du CD-Rom sur les comptes nationaux 1980-2004 est en cours de finalisation.

Tchad www.inseed-tchad.org

Au cours du premier semestre 2006, L'INSEED a été activement impliqué dans deux séries d'activités, la réalisation des opérations d'enquêtes et ses activités courantes.

◆ L'INSEED a poursuivi les travaux de l'enquête sur le suivi des indicateurs de transport (ESIT). Cette étude a été demandée par le Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT) afin d'évaluer l'impact des travaux routiers sur le coût de transport des marchandises et des voyageurs sur certains axes nationaux. L'INSEED a déjà finalisé le dernier rapport de cette étude qui sera publié vers la fin du 1er trimestre 2006.

◆ Les travaux du PCI-Afrique débutés en Juin 2005 se sont poursuivis normalement pendant ce premier trimestre 2006 par la collecte, la saisie, la validation et la centralisation des données à la Coordination Régionale. Cependant, la mise à disposition tardive des fonds a perturbé sérieusement la collecte des données.

◆ Les travaux de l'enquête ECOSIT – 2 se sont poursuivis. L'INSEED a bénéficié de l'appui financier du PNUD pour la finalisation et la publication des rapports d'analyse de cette enquête.

◆ Les activités courantes ont été marquées par les travaux suivants : d'abord, la préparation des candidats aux concours d'entrée dans les Ecoles de Statistique. Il a été procédé à l'organisation du test de présélection des candidats et au démarrage effectif des cours de formation des candidats depuis le 8 février 2006. Ensuite, l'organisation du concours d'entrée à l'IFORD. Dans ce cadre, l'avis de concours pour la session 2006 est lancé depuis le 1er mars 2006 et les candidatures sont enregistrées jusqu'au 31 mars 2006. Puis, l'organisation du concours d'entrée à la Section des Techniciens Supérieurs de la Statistique de l'ISSEA. L'INSEED a donné son accord pour l'organisation de ce Concours sur place.

◆ Enfin, Au cours du mois de mars 2006, l'INSEED, en qualité de membre du Comité Technique en charge de négociations des Programmes d'Ajustement Structurel, a participé aux discussions menées avec la Mission Multi Bailleurs (Banque Mondiale, FMI, UE, BAD, France, PNUD, Allemagne)

pour la reprise de la Coopération entre le Tchad et ses partenaires.

◆ De même, au cours du premier trimestre 2006, les activités courantes de l'Institut se sont poursuivies par la publication et la diffusion des bulletins des prix à la consommation des mois de janvier et février 2006 et de la note et bulletin de conjoncture du quatrième trimestre 2006

Libreville, du 04 au 07 avril 2006

Séminaire sur la conjoncture économique du premier semestre 2006 et les prévisions économiques à court terme des Etats membres de la CEMAC

Libreville, du 10 au 11 avril 2006

13^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Libreville, le 12 avril 2006

15^{ème} session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *la Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un email à afristat@afristat.org

avec comme objet : *Abonnement*

Directeur de publication : Martin BALEPA
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Patrick HERNANDEZ

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739